

N° 131 - 10/06

Octobre 2006 Prix : 1,54 euro
Commission paritaire 2999 D 73 S

filodact

impac

JOURNAL DES TRAVAILLEURS
DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER
ET DE LA COMMUNICATION

INSTITUT MONTAIGNE

LE MEDEF
ET SON INSTITUT MONTAIGNE
S'ATTAQUENT À LA PRESSE !



Lettre ouverte au Président de la République

Monsieur le Président,

En tant que chef de l'Etat, vous êtes garant des intérêts de la nation et de ceux des citoyens. Le succès reconnu de la politique énergétique de la France, initiée depuis plus de 60 ans, permet de mesurer la performance de notre système énergétique et de ses deux piliers que sont Gaz de France et EDF.

S'il est légitime de réfléchir aux évolutions que nécessitent les défis énergétiques et environnementaux actuels, rien ne peut justifier que les pouvoirs publics perdent la maîtrise des leaders que sont aujourd'hui EDF et Gaz de France. Le maintien de la souveraineté nationale dans le secteur de l'énergie est indispensable pour garantir la maîtrise durable de notre politique énergétique, et pour continuer à fournir à nos concitoyens une énergie de qualité, à des conditions qui préservent leur pouvoir d'achat.

Le débat sur l'avenir des outils de notre politique énergétique doit avoir lieu dans le plus total respect des institutions de la République et la plus grande transparence vis-à-vis des citoyens. Ce n'est pas aujourd'hui le cas puisque la représentation parlementaire est saisie d'un projet de loi tout en étant privée de la transparence nécessaire sur un projet industriel touchant l'intégrité de Gaz de France.

L'énergie n'est pas un produit comme les autres ; EDF et Gaz de France ne sont pas des entreprises comme les autres. Ces paroles, votre gouvernement et vous-même les avez prononcées en 2004 lorsqu'il a fallu adapter nos fleurons énergétiques aux évolutions du marché européen.

Les engagements que vous avez pris, lors du Conseil des Ministres du 19 mai 2004, quand vous avez déclaré : « EDF et Gaz de France sont de grands services publics. Elles le resteront, ce qui signifie qu'elles ne seront pas privatisées », sont toujours d'actualité.

Nous vous demandons donc, solennellement, de préserver le rôle de la puissance publique dans un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie et de refuser la privatisation de Gaz de France. Nous sommes convaincus que la volonté politique doit aujourd'hui se manifester pour capitaliser, et non pas abandonner, ce qui a fait depuis soixante ans la pertinence des choix énergétiques de la France.

Aucune urgence, aucun des arguments de circonstance avancés depuis l'annonce d'un projet de fusion entre Gaz de France et Suez par le Premier Ministre le 25 février 2006 n'exige, ni ne justifie, un reniement de la parole du Chef de l'Etat. Qui plus est, l'annonce récente des excellents résultats de Gaz de France sur le premier semestre 2006 confirme encore que cette entreprise a les moyens de son développement et les capacités à forger des alliances, dans le cadre d'un véritable projet industriel, sans pour autant devoir être privatisée.

Nous voulons croire que vous vous ferez un devoir de défendre les spécificités du modèle énergétique français en considérant qu'il est non un handicap mais au contraire un atout pour l'Europe et pour ses citoyens.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Frédéric IMBRECHT
FNME-CGT

Jean-Claude PELOFY
CFE-CGC

Max ROYER
FNEM-FO

Jean-Michel CERDAN
CFTC

Paris, le 18 septembre 2006

■ JOB : un procès victime du nouvel an !

Les 21 et 22 septembre, le procès des pirates qui ont coulé la papeterie Job devait se tenir, onze ans après les faits ! C'est en 1995 que le syndicat et la Filpac Cgt avaient entamé l'action, dans laquelle le syndicat Après Job se portait partie civile. Un record de lenteur ? Evidemment. Mais la feinte de balayeur des défenseurs des pirates ne manque pas de sel. Le 21 septembre, c'était le nouvel an des hébraïques ; religion de l'un des gangsters en chef, Samuel Flato-Sharon, réfugié depuis ses méfaits en Israël. En toute laïcité, le tribunal suivit la requête religieuse. Le code de procédure devra-t-il passer par l'église, la mosquée et la synagogue pour revenir en odeur de sainteté ? Bolloré peut dormir tranquille. C'est lui, l'ancien propriétaire de Job, qui avait créé une société coquille vide, Gecco, pour piller les avoirs et les savoirs de l'historique papeterie de Toulouse. Alors pensez : si les hommes de Gecco se sont mis sous la protection de l'Eternel, Bolloré, qui est déjà un demi-dieu, peut attendre le jugement dernier pour rendre des comptes. Bolloré a d'ailleurs déclaré : « j'ai confiance dans la justice de mon pays. » Peut-être que les Job n'habitent pas le même pays...

■ Une belle et bonne victoire !

L'Entreprise de Cartonnage Coffrets Créations, à Oradour sur Glane, près de Limoges, emploie une soixantaine de salariés, à majorité de personnel féminin. Comme dans pas mal de cartonnages, le statut social des salariés en général, et les niveaux de salaire en particulier sont au ras des paquerettes. Le syndicat Cgt créé fin des années 90, s'est toujours battu pour créer un rapport de forces conséquent pour infléchir ce patron de PME... La persévérance a enfin porté ses fruits : vendredi 23 septembre, le personnel s'est mis en grève afin de négocier sérieusement une augmentation de salaire, une amélioration de la prime de vacances et la création d'un 13^e mois ! La direction a du négocier... victoire totale : augmentation de 2 % des salaires, amélioration de la prime de vacances de 20 euros qui passe ainsi à 320 euros, et surtout création du 13^e mois complet avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2006. Preuve est que le rapport de forces reste un facteur incontournable pour gagner.

impac

Journal des travailleurs
des industries du Livre,
du Papier et de la
Communication
263, rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Téléphone : 01 48 18 80 24
Fax : 01 48 51 99 07
Site : <http://www.filpac-cgt.fr>
E-mail : filpac@filpac-cgt.fr

Comité de rédaction

Responsable : Jean Gersin.
Rédacteur en chef : Jacques Salat.
Journalistes : Eric Birger,
Hervé Corzani, David Dugué,
Jean-Pierre Ghiotto, Eric Gouriou,
Yvon Huet, Sophie Lacaze,
Thierry Lanchon, Florence
Peyronneau, Alain Stern.

Documentation photo :
Pierre Perrin, Vincent Dursen.

Révision :
Michèle Marquis-Pardo.

Maquette :
Cédric Hourcade.

Directeur de la publication :
Michel Muller, secrétaire
général de la FILPAC CGT.

Impression : Alliages.
IMPAC - ISSN 098-53-09.



ÉDITO

Le coup d'Etat permanent

Le libéralisme fonctionne comme un putsch,
un coup d'Etat permanent.

Liberté ?

Ecoutez nos agents très spéciaux du Medef, ceux de l'Institut Montaigne, nous asséner - et avec quelle agressivité - que le pluralisme de la presse consiste à remettre les clés de la boutique aux Berlusconi, Murdoch et autre Lagardère. Et nos Montaigne d'ajouter que, si la presse quotidienne d'information prétend à un avenir, elle doit écraser les statuts et conventions des journalistes, des imprimeurs et de tous les salariés. Dans la foulée, notre prince du multimédia, Lagardère Junior, héritier de l'empire de papa, qui possède tous les livres, tous les magazines, toute leur distribution, beaucoup de radios et de télé (et bientôt tout le sport) va mettre tout ça sur Internet. Manière de dire que le web c'est le marché, pas la liberté.

Egalité ?

Regardez le débat honteux, visqueux, calamiteux sur les stock options de ces beaux messieurs du CAC 40. Leurs revenus sont à ce point astronomiques qu'ils font tache sur le blanc (?) manteau du capitalisme à l'ère libérale. Mais, toute honte bue, ces messieurs continuent d'engranger ces actions spéciales, dividendes famineux des profits records de leurs sociétés super cotées en Bourse. Il y a des malins qui estiment qu'un smicard aurait dû travailler depuis... le règne du roi Clovis pour gagner les revenus d'un Zacharias, ex-patron de Vinci. Pendant ce temps, l'immense majorité peine avec un Smic en poche, une menace du chômage au-dessus de la tête. Egalité ? Dans nos rêves, oui !

Fraternité ?

Considérez le coup de force des trois régiments de CRS à Cachan comme le premier acte dictatorial, non seulement contre des immigrés, mais contre les Pauvres. « Salauds de pauvres », beuglait Gabin dans La Traversée de Paris, flanqué de Bourvil. La réplique qui, hélas, fait tant rire, devient la devise de l'apprenti Bonaparte. Car nos frères et nos sœurs de Cachan sont la plupart du temps français, salariés, mais pauvres. Un délit, à l'ère libérale. Et Cachan sonne comme un Cachons ces pauvres que le libéralisme ne veut pas voir. L'opinion s'en vautre ? Y a pas que dans le Mercantour qu'on a réintroduit les loups...

Notre démarche syndicale a pour but de réduire le gouffre entre la loi - sociale, démocratique, républicaine - avec le coup de force du marché. La loi prévoit que chacun a droit à un emploi et à une couverture sociale qui le place à l'abri des incertitudes du lendemain. Mais la vraie vie libérale, c'est la peur du chômage de masse et la précarité. Et il faudrait ne pas mettre le paquet pour faire entrer dans la vie la sécurité sociale professionnelle ? La sécurité sociale professionnelle, ce n'est pas dans les moyens de ces beaux messieurs du CAC 40 ? Sans blague. La question de l'emploi, ça ne se règlera pas boîte par boîte. Construisons les solidarités et les mouvements nationaux qui s'imposent.

JEAN GERSIN

A PROPOS DU RAPPORT DE L'INSTITUT MONTAIGNE

La presse au Kärcher

Par le rapport qu'il a publié en août, l'Institut Montaigne prête son cerveau et sa plume à ceux qui le subventionnent, les patrons du CAC 40, pour justifier une cure de libéralisme ultra à infliger d'urgence à la presse quotidienne. Ce rapport est dangereux. Il est utile aussi, à sa façon. Parce que, sans masque, les libéraux nous livrent leur véritable but : balancer toute la presse au marché, des journalistes aux distributeurs !

C'EST L'INSTITUT FRANÇAIS de l'Opinion Publique (IFOP), la boîte de communication dont Laurence Parisot, la patronne des patrons, est pédégère, qui a enquêté pour ce rapport, intitulé « Comment sauver la presse quotidienne d'information. » On n'est jamais si bien servi que par soi-même... Une enquête téléphonique auprès de dix interlocuteurs et de 668 jeunes de 15 à 34 ans sondés, le tout en janvier 2006, cela a suffi à l'Institut pour se forger une opinion afin d'établir ce rapport, dont, complaisamment la presse s'est largement fait l'écho. Léger comme enquête, mais qu'importe à l'Institut, il avait déjà rédigé les conclusions par avance. Alors, à quoi bon...

Annoncer l'apocalypse pour répandre le doute

Le titre en soi est tout un programme : pour « sauver la presse », il faut qu'elle soit déclarée en danger de mort. C'est ce à quoi l'Institut se livre, mêlant sa voie au concert des croque-mort et autres fossoyeurs, qui se relaient ces derniers temps dans les médias pour annoncer le décès imminent de la presse quotidienne payante.

« La presse quotidienne nationale... semble s'engager sur la voie d'un déclin irréversible », pronostiquent les experts de l'Institut. Pas assez dramatique ? Alors ils en rajoutent : « Le support papier peut parfaitement avoir disparu dans cinq ans. » Pourquoi pas juste après Noël ? Tout est dans la subtilité de l'accumulation des désastres annoncés. Non pas que le problème ne se pose pas, mais nos libéraux à la manœuvre se calent sur l'hypothèse de l'apocalypse imminente, comme les Témoins de Jéhovah. « Dans le monde entier est posée la question de l'avenir de la presse d'information, donc de son financement et de son rôle dans la société... Les professionnels de l'information doutent du sens et de la pertinence de leur travail, tout entier organisé

autour de la production écrite, du rendez-vous quotidien avec un lectorat autrefois fidèle et intéressé par le débat public. »

Voilà ce que les propagandistes de l'Institut libéral entretiennent et cultivent dans l'opinion : le doute, le dégoût de l'avenir, l'impression d'être dépassé, l'envie de démissionner, le réflexe de la reddition sans combat. Bref la démoralisation, le défaitisme. La catastrophe arrive, c'est sûr, nous affirment ces beaux messieurs de l'Institut Montaigne. A quoi bon lutter ?

La méthode des glissements successifs : un savant mélange d'évidences partagées et de dogmes partisans. Voici comment « Montaigne » passe d'un constat réel, l'offre de la presse de qualité est inadéquate, à la négation du besoin de la presse de qualité

- Premier temps du raisonnement, « Montaigne » décrit le phénomène suivant : « Il existe une demande réelle d'information à laquelle ne répondent pas nos quotidiens ou leurs sites en ligne. » Qui va nier cela ?
- Deuxième affirmation. Attention, ça glisse ! « De nombreux lecteurs attachent de moins en moins d'importance à la qualité de l'information et à sa labellisation par un organe de presse réputé. » Parce que l'IFOP rapporte la désaffection de lecture de la presse quotidienne chez les jeunes, alors « Montaigne » en déduit que cette désaffection signifie une chute de la demande de qualité. Ca, c'est de la propagande.
- Troisième temps de la propagande : « L'absence de besoin ressenti à l'égard de l'information de référence pourrait aussi annoncer la disparition, à terme, de la presse quotidienne

payante, au moins du modèle économique sur lequel elle a prospéré depuis la fin du XIX^e siècle, où l'importance des coûts fixes était rendue acceptable par l'importance des tirages. »

Cette demande de qualité n'existe plus. Son absence, sa défection sont les causes de la crise.

Le système économique et politique qui encadrerait cette demande de qualité doit être dégagé, à commencer par les ordonnances et lois qui, depuis 1944, assignent à l'Etat un rôle régulateur. Les libéraux en concluent que la presse quotidienne est en crise non parce que l'offre est asthmatique, mais parce que la demande est essoufflée. Manquent pas d'air, nos Instituteurs libéraux. La faute à la base ! Ce n'est pas celle des élites, qui ne savent pas faire de canards attractifs. Les gens n'en veulent plus, de la qualité, je vous dis...

Un raisonnement libéral en cascade : de la suspicion à l'égard des journalistes, à l'inutilité des journalistes, de la fin préconisée du statut des journalistes pour mieux faire l'éloge du marché

Donc un rejet par les masses de la politique, une rupture dans la demande de débats et d'informations sûres et vérifiées, politisées donc ennuyeuses, d'analyses apportant un sens aux événements, voilà ce qui sert de toile de fond au rapport. C'est d'autant plus tordu et pervers que c'est précisément le libéralisme qui contribue à tuer la politique : puisque priorité est donnée à l'économie, et que l'économie ne peut qu'être libérale, à





Les agents de l'Institut Montaigne appliquent au lecteur les normes libérales du pluralisme.

quoi bon s'investir dans le débat citoyen puisque le marché règle tout et le reste ? A quoi bon la démocratie, puisque le vrai pouvoir réside dans la monarchie économique libérale ? Or la presse existe en fonction du débat dans un espace démocratique, dans une république où la chose publique ne se réduit pas à un calcul de rentabilité. La cité cédant la place au marché, pourquoi débattre, puisque le commerce est l'essence de toute chose, et que toute chose est marchandise ?

Puisque le marché, c'est la qualité de l'info, constituons de grands groupes multimédia...

La presse de qualité n'étant plus demandée, à quoi bon des journalistes, se demande tout haut les gens de « Montaigne » : « La crise de confiance à l'égard des journalistes se double d'une suspicion systématique pour l'information payante, assimilée à toutes les connivences. » Affirmation non dénuée de fondement, chacun peut constater que la défiance à l'égard des politiques se double d'une défiance à l'égard de ceux des journalistes qui rédigent, parlent ou paraissent à la télé, bref qui sont les voisins du pouvoir.

Cette défiance enregistrée va nourrir chez « Montaigne » le glissement suivant, de la défiance à l'égard des journalistes à leur contournement. Puisque « La disparition progressive des véritables médiateurs que sont les journalistes » est avérée, comment sont-ils

contournés ? Par les blogs ! Le blog étant la prise de parole individuelle sur Internet, sans journaliste, « les blogs ne sont-ils pas en train de faire de l'information un produit comme les autres » ?

D'où le tour de passe-passe : ce n'est pas le marché qui réduit tout à l'état de marchandise, c'est le blog. Puisque le blog est l'aspiration à une expression libre, il ne peut qu'être un outil du marché. D'où le but de la démonstration : les blogs militeraient donc pour le marché libre, libre des contraintes de la presse de qualité et des journalistes. Le besoin d'expression individuelle étant assimilé à de l'information libre, cette aspiration ne peut s'épanouir que dans le marché. Et, Ô surprise, ça tombe bien, parce que « le jeu du marché garantit en effet l'information de qualité, surtout depuis que l'information générale, les gros titres, sont disponibles gratuitement. »

Pour un peu, si on les suivait, le marché serait le véhicule de la gratuité...

Puis cassons ce qui gêne l'exercice du marché : vestiges des ordonnances de 1944 et des lois anti-concentration, conventions et statuts

La ligne d'arrivée de l'imposant rapport de l'Institut Montaigne est en vue. Voilà le marché présenté comme l'universelle panacée. Au nom de la libre circulation sur le marché, il faut lever tous les obstacles à la fluidité, au bon fonctionnement des réseaux, voilà la cohérence des « propositions de Montaigne ». « Dégripper le système sans remettre en question, bien évidemment, la nécessité de préserver le pluralisme de l'information. » Bien évidemment... Comment ?

Puisque le marché se trouve être le seul garant réel du pluralisme, c'est que les groupes qui dominent la communication sont l'expression de ce pluralisme. Des noms ? « Le pluralisme et la qualité de l'information en Grande-Bretagne sont garantis en partie par News Corp, contrôlé par Rupert Murdoch. »

En Italie, c'est la famille Berlusconi, dans son groupe multimédia, qui incarne ce pluralisme, en Espagne ce sera le groupe Prisa, En Allemagne, le groupe Bertelsmann. En France, Lagardère ? Les magnats de la communication, Berlusconi, chevaliers blancs du pluralisme. La dialectique libérale casse des briques...

Au Kärcher, tout le reste ! Ce qui urge, c'est que la France parvienne d'un seul coup de rein à accoucher de la vraie liberté pluraliste de l'information d'un

grand groupe multimédia, de la taille de Prisa, Murdoch, Berlusconi ou Bertelsmann.

Quelles sont les gênes dans l'exercice du marché sans contrainte ? Eh bien ! Ce sont toutes ces choses, qui amènent les onze propositions de l'Institut Montaigne, parmi lesquelles :

1. Fin des aides à la presse après reconduction pendant trois ans, au terme desquelles l'Etat serait satisfait du modèle libéral, ou remboursé !
2. Aides aux groupes qui créent des imprimeries décentralisées ou qui vont imprimer à l'étranger
3. Licencier les rotativistes Cgt, casser les conventions collectives ouvrières
4. Mettre fin à la loi Bichet, et à la distribution des quotidiens sur tout le territoire.
5. Fin du périmètre d'exploitation des kiosques, vendre les quotidiens dans les bars, restaurants et buralistes.
6. Distribution organisée en fonction d'un paiement par avance des titres
7. Fin des lois anti-concentration
8. Fin des seuils anti-concentration dans la PQR
9. Fin du droit d'auteur pour les journalistes et photographes
10. Renégocier la convention collective des journalistes par la salarisation de ce métier, qui se verrait privé de clause de cession.

Ce rapport de l'Institut Montaigne, c'est une leçon de raisonnement libéral chimiquement pur

Réponse en tous points opposée au rapport de Michel Muller adopté par le Conseil économique et social, ce rapport vise à inspirer les patrons.

Ce n'est pas l'utopie libérale pour la presse quotidienne, c'est le programme d'action du Medef contre le pluralisme, l'éloge à la gloire d'un monde sans lois, d'une presse totalement domestiquée.

Voilà une source toute fraîche de motivation pour ne rien lâcher en presse, et y développer la Cgt.

JEAN GERSIN ■



le groupe de protection sociale
de l'audiovisuel,
de la communication,
de la presse
et du spectacle

Professionnels de la presse :
à vos côtés
tout au long
de votre vie



santé, retraite,
prévoyance, épargne, 1% logement

Pour en savoir plus : **0811 65 50 50***

www.audiens.org

* Prix d'un appel local

LES GRATUITS

In Gratis veritas*

*La vérité est dans le gratuit

« Ici Londres... la guerre des quotidiens gratuits fait rage », les rues de la capitale anglaise sont le théâtre de véritables affrontements entre le London Lite et The London Paper, deux quotidiens gratuits distribués entre 16 h 30 et 19 h du lundi au samedi, et visant la même cible des 18-35 ans, déjà sensibilisés à l'accès gratuit à l'information via Internet. En rentrant après le boulot, ils pourront se détendre et avoir des informations pour organiser leur soirée.

LES MAQUETTES au format tabloïd sont similaires, au point d'avoir adopté le même code couleur, leur contenu mêle allégrement people, sport et concentré d'actualité synthétique, apolitique (?) dépourvu d'analyse.

Le choc est en réalité celui de deux géants de la presse payante britannique, London Lite est édité par Associated Newspapers (Daily Mail, Evening Standard). A sa tête Paul Dacre, l'homme fort du journalisme d'outre-Manche. The London Paper, quant à lui est financé par le groupe News International (The Times, The Sun) propriété du magnat des médias Rupert Murdoch. L'un et l'autre s'accusent tour à tour de vouloir protéger leurs quotidiens payants dont les ventes sont en baisse et de capter... les revenus publicitaires ! Voilà donc la nouvelle nature de la presse quotidienne gratuite pour les éditeurs de presse payante qui la réalisent : torpiller la concurrence pour répondre à la baisse des ventes.

Au fait ! que fait le boomerang quand il est lancé ?

Les grandes manœuvres

Présent dans notre paysage depuis le début du siècle, le quotidien gratuit se devait de renouveler son genre. L'offre du matin ne peut plus suffire et fait face aux quotidiens de presse payante. Un nouveau créneau est exploité : le chemin du retour.

Tous veulent en être... Le quotidien Le Monde vient de s'allier avec Vincent Bolloré, lequel a lancé au mois de juin son gratuit de fin de journée, Direct Soir pour fabriquer un quotidien du matin gratuit à Paris. Le partenariat à 50-50 (Le Monde édite et imprime et Bolloré gère la pub et la logistique) vise à contrer le projet de quotidien gratuit du soir mené par le Figaro et M6, qui viennent de perdre une bataille. Le Monde et Direct Soir

ont séduit le réseau Ville Plus de quotidiens gratuits régionaux (Marseille, Lyon, Lille, Bordeaux et Montpellier) pour devenir la tête de pont parisienne, permettant d'engranger de la publicité nationale.

Les réseaux de gratuits (Metro, 20 Minutes, Ville Plus) ont poursuivi leur développement, soit en créant de nouvelles éditions, soit en accroissant le nombre d'exemplaires distribués. Ces titres ont su, par ailleurs, mettre en place une politique d'éditions spéciales (Festival de Cannes, Metro Plage, coupe du monde de football), mais aussi de suppléments (20 Minutes Dehors, Metro finances). Par ailleurs Metro s'est implanté à Nantes et Strasbourg, comme 20 Minutes, mais aussi à Rennes. Le réseau Ville Plus s'est enrichi, lui, d'une édition à Montpellier lancée par les Journaux du Midi.



Un colosse hante le lectorat : le gratuit répand l'info-publicité.

Pour la première fois en 2005, les quotidiens gratuits ont été intégrés dans l'étude de l'audience de la presse quotidienne (Epiq) dans laquelle 20 Minutes (1,88 million de lecteurs) talonne le Monde (1,89 million).

La guerre des mondes

La « bulle » de la presse gratuite n'est-elle pas menacée d'implosion ?

Le libéralisme brutal qui sévit dans ce secteur de la communication, où tout n'est qu'effet d'annonce, concurrence exacerbée, déréglementation, va être impacté de plein fouet par le principe de la destruction/création.

La concurrence sauvage prendra, bien évidemment, un congé estival, à l'instar des quotidiens gratuits alors que se traitent les fusions et agissent les synergies.

La nature même du « produit » presse, qui est de ne pas être un produit comme les autres justement, encouragera, n'en doutons pas, les donneurs d'ordres, acteurs de la dérégulation, à assumer leur responsabilité sociale envers le salariat du secteur lors des restructurations.

Ceux qui tireront leur épingle du jeu ne nous sont pas étrangers et la dimension de groupe multimédia prendra alors tout son sens.

N'est-ce pas déjà le cas ? Direct Soir, quotidien gratuit dont la rédaction est la même que celle de Direct 8 (Chaîne TNT du groupe Bolloré), s'unit donc au Monde pour son gratuit du soir parisien qui sera adossé au réseau Ville Plus. La voie est ouverte à la mutualisation des coûts de production de contenus et de l'accroissement d'audience.

Voilà donc l'image de la sainte trinité des médias : une marque forte de presse écrite, des relais électroniques puissants et interactifs (site Internet, podcast**) flanquée par des implantations de terrain via la TNT.

Cela assurera-t-il la pluralité nécessaire à la démocratie ?

DAVID DUGUÉ ■

**Podcast : Le podcasting est un moyen de diffusion de fichiers sonores sur Internet. Il permet aux utilisateurs de s'inscrire à un flux (feed en anglais) et ainsi de récupérer de nouveaux fichiers audio automatiquement.

Le podcasting se distingue des autres moyens de diffusion d'informations par son utilisation du format RSS.

MARIAGE BANQUE/PRESSE QUOTIDIENNE

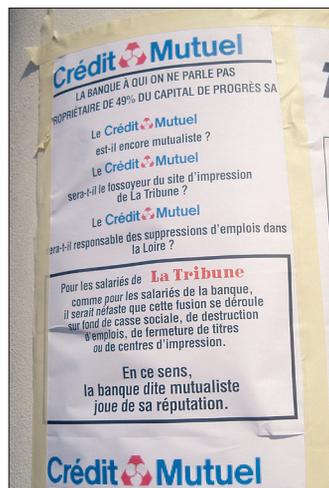
EBRA de fer ?

EBRA = Est, Bourgogne, Rhône-Alpes. Ca ne veut pas dire grand-chose... Début 2006, il est apparu opportun au Crédit Mutuel de se porter acquéreur de la Socpresse Rhône-Alpes, propriété éphémère de Serge Dassault. Cette belle emplette s'est décidée dans le secret d'états-majors qui jamais ne consultèrent le personnel. Pourtant le Crédit Mutuel se vante : « La stratégie du groupe est celle d'un développement durable et rentable qui profite aussi à l'emploi. » La preuve dans la presse ?



Meeting à Saint-Etienne.

SOUDAIN, EN FÉVRIER 2006, la direction de la deuxième banque de détail du pays s'aperçoit que ses fédérations bancaires du Sud-Est se développent sur le même champ commercial que les titres réunis du groupe Est Républicain et du groupe Socpresse Rhône-Alpes. Et vlan, son argent ne fit qu'un tour, elle acheta à Dassault ses titres en vente. En 1972, le même Crédit avait absorbé le journal l'Alsace. Mais cette fois, la bancassurance (contraction des assurances et de la banque, les deux métiers du Crédit) change de division. D'un côté 57 000 salariés, 5 000 points de vente, 14,2 millions de clients. De l'autre, l'Est républicain, les Dernières Nouvelles d'Alsace, La Liberté de l'Est, le Progrès de Lyon, la Tribune de Saint-Etienne, Lyon Plus (gratuit), le Bien Public, le Journal de Saône-et-Loire, le Dauphiné libéré. Soit, ça fait un beau groupe. Mais en quoi les salariés de la presse devraient faire les frais d'opérations financières décidées là-haut, ailleurs, en secret ?



traditions civilisées et sociales de la profession de la presse. Ou bien les libéraux aux mauvaises manières inspirent nos patrons du Crédit Mutuel pour qu'ils taillent dans l'effectif et dans les acquis sociaux. Les principes suivants, concernant le traitement du nouveau groupe, doivent être établis :

- Les comités d'entreprise, d'établissement, de groupe, doivent non seulement recevoir toutes les informations, mais être dotés de pouvoirs de décision, notamment en ce qui concerne les conséquences sociales et les grandes options industrielles.
- La rupture du contrat de travail doit être exceptionnelle. Avant d'y recourir, toutes les formations et reconversions doivent être pratiquées, sur le lieu choisi par les salariés.
- Les directions doivent être obligées d'aboutir à un reclassement.
- Aucune clause de mobilité ne doit être établie avec effet rétroactif.
- Les capitaux alloués au groupe doivent avant tout être orientés vers le développement des titres, et non d'abord vers la recherche de gains de productivité.
- La direction du groupe financier doit envisager avec les organisations représentatives des salariés la mise en place d'une caisse sociale destinée à couvrir le risque de perte de l'emploi.
- La recherche de la charge de travail, s'agissant des centres d'impression du groupe, ne doit pas être utilisée pour mettre en concurrence

les salariés, mais pour développer les unités de production.

Ou la solution bulldozer, ou la solution civilisée. Au Crédit Mutuel de se déterminer. La détermination de la Cgt, elle, est intacte.

La rentrée est déjà chaude

Le 11 septembre, à Saint-Etienne, la Filpac Cgt et son secrétaire général, Michel Muller, retrouvait les équipes syndicales du groupe et les salariés de la Tribune, avant le comité central d'entreprise prévu le 18 septembre. Là, devant le bâtiment de la Tribune, un pacte d'unité et de solidarité était passé, également avec les autres organisations syndicales signataires du projet des salariés. Oui à un dialogue basé sur les meilleurs rapports sociaux, non à un diktat. Pourtant, le 18 septembre, la direction du groupe utilisait l'arme atomique de la dénonciation globale des accords passés dans l'ensemble des titres du groupe. Le président du conseil d'administration de la holding EBRA, M. Lignac, se permettait même quelques jours avant de prononcer l'arrêt de mort du site de la Tribune, accompagnant ses propos de cet humour que ne renieraient pas les libéro-fanatiques de Montaigne : « Cela touche 70 personnes... 35 partiront en retraite, 35 iront travailler à Lyon, ce qui n'est pas une grande punition. » Des serfs attachés à la terre du seigneur, les salariés ? Mais après six jours de mobilisation, dont des non-parutions à Lyon et Saint-Etienne, la direction suspendait la dénonciation des accords et souhaitait renouer les négociations.

Les équipes syndicales du groupe devaient se réunir le 27 septembre pour élaborer une plate-forme commune.

ERIC BIRGER ■

Le quotidien, ses suppléments et ses magazines

Qu'allez-vous découvrir aujourd'hui ?

LES MAGAZINES
DU WEEK-END

SAMEDI



TV Magazine - Le Figaro Magazine - Madame Figaro

LUNDI



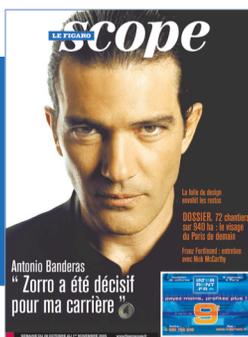
Le Figaro Sport
Le Figaro Entreprises et Emploi

MARDI



Les guides art de vivre*

MERCREDI



Le Figaroscope

JEUDI



Le Figaro Littéraire

VENDREDI



Le Figaro Patrimoine**

*selon l'actualité - **une fois par mois



LE FIGARO S'OUVRE TOUTS LES JOURS

FILIÈRE PAPETIÈRE

Réussissons les assises nationales papetières

La filière papetière pourrait être dynamique, et porteuse d'emplois. Pourtant elle est plombée au nom d'une « mondialisation » qui justifie tout : destruction de milliers d'emplois, gel des investissements ici pour mieux placer les capitaux là-bas, en Chine ou à l'Est.

L'engagement de notre responsabilité s'oppose frontalement à l'esprit d'abandon, au laxisme, au laisser-faire de directions vouées aux manœuvres du marché mondialisé. Ce totalitarisme du marché global, nous le refusons.

Que les pouvoirs publics se réveillent

L'Etat sait intervenir, avec la force et l'obstination qui lui semblent nécessaires, pour privatiser GDF et offrir ce bien public au financier Suez. Il démontre par

là qu'il a bien les moyens de pratiquer des soustractions dans le patrimoine industriel. C'est qu'il peut donc pratiquer les additions.

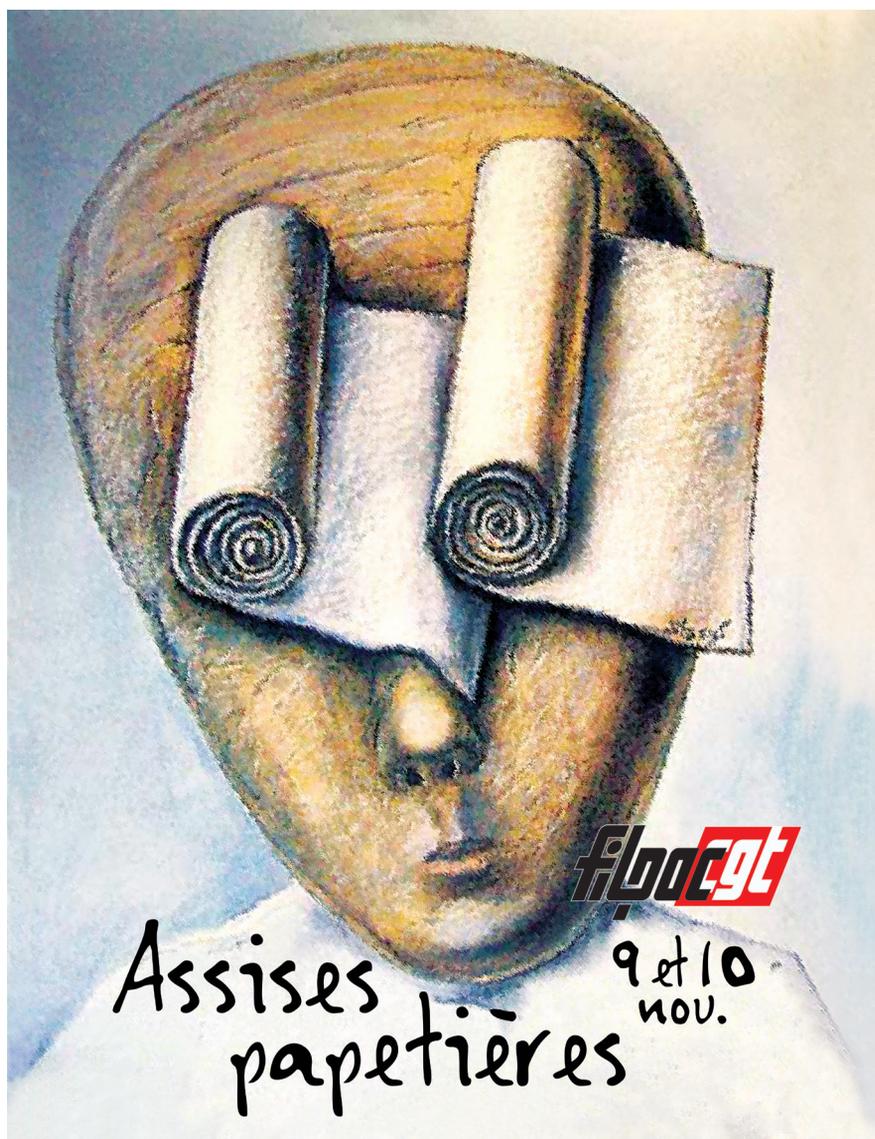
Nous exigeons des pouvoirs publics qu'ils nous aident à coordonner l'effort de redressement de notre filière papetière. Des régions le font bien, et avec elles des communes, des conseils généraux. Pourquoi le ministre de l'Industrie, dont c'est théoriquement le rôle, n'engagerait pas positivement son ministère, au service du bien commun ? Défaillant aujourd'hui, ce ministère constate

CA SUFFIT COMME ÇA ! Les mises en vielleuse se productions, les abandons d'usines, les fermetures de machines et de bâtiments, la mise au rebut des centres techniques... La liste est longue, moins longue pourtant que celle des noms de salariés licenciés. Pourquoi devrait-on accepter ça ?

- *La demande de papier manquerait ?*
- *Le savoir-faire ferait défaut ?*
- *Il faudrait s'incliner parce que l'espérance de profit est plus juteuse en Chine ou à l'Est ?*
- *Il nous faudrait rester spectateur de restructurations, souvent subventionnées par des fonds européens encourageant cette logique de globalisation ?*

Ni recherche, ni développement, ni innovation, ni création, ni embauche... Les partisans du déclin de la filière papetière n'auront jamais notre approbation, ne bénéficieront jamais de notre passivité, de notre résignation. Alors, nous engageons notre responsabilité.

Notre responsabilité de salariés et de syndicalistes est activement engagée pour défendre la filière papetière contre des stratégies de grands groupes qui considèrent notre pays et la planète comme un champ d'investissements et de spéculations.



comme nous que dans nombre de régions des tables rondes, des assises se sont tenues pour envisager la mise en commun de moyens industriels, politiques sociaux et financiers au service de notre filière.

Que les industriels prennent le risque du développement

Défendre le produit « papier », promouvoir la solution papetière, redresser l'image de marque de la filière, ce serait trop leur demander ? Des syndicats patronaux comme le Medef nous rebatent les oreilles sur la beauté de l'esprit d'entreprise... Pourquoi cet esprit a quitté notre branche ? La responsabilité des propriétaires des usines, des bâtiments, des machines, est engagée. Il ne s'agira pas cette fois de se débarrasser de cette responsabilité par des plans sociaux, payés d'ailleurs en grande partie par d'autres, les sommes allouées par les papetiers étant très rapidement amorties. Tout papetier, au cœur d'une région, fournit pour un emploi direct trois emplois induits. Quand une machine à papier s'arrête, quand une usine ferme, ce sont des communes entières qui sont frappées.

De quel droit la responsabilité sociale de l'employeur ne serait pas engagée ? La propriété des capitaux serait juridiquement, moralement, supérieure au droit social, à la responsabilité industrielle ? Et pourquoi ces licenciements, ces abandons, si ce n'est pour libérer ces sacrosaints capitaux afin qu'ils soient plus rentables ailleurs ? Pourtant la demande en papier est forte, pour peu que l'on fasse un léger effort d'imagination et de création. Jamais autant de journaux n'ont été imprimés. Jamais autant de papiers n'ont été utilisés par le secteur des services, de la bureautique. Jamais autant de matières biodégradables n'ont été autant désirées pour remplacer les plastiques pollueurs. Jamais autant l'emballage n'était parvenu à autant d'intelligence.

Alors il faut choisir entre argent facile, spéculation, et responsabilité industrielle.

Tout reste ouvert. Toutes les propositions sont les bienvenues, comme les toutes bonnes volontés. Ce qui est exclu, c'est admettre par avance que l'emploi fasse les frais de la mondialisation du secteur papetier.

Il y a urgence. Mais rien n'est perdu. Alors, agissons ensemble.

SECTEUR FÉDÉRAL PAPIETIER ■

NOS PROPOSITIONS INDUSTRIELLES

Recenser les besoins réels en papier, carton, emballage

Nos assises régionales ont laissé entrevoir une richesse phénoménale de potentiels de développements. Existence de segments possibles, qui tournent le dos à la standardisation de la production, qui peuvent fournir des solutions aux clients.

Fonder publiquement l'argument papetier du respect de l'environnement, tant du point de vue de l'eau que de la forêt, des transports, etc.

Le savoir-faire dans le retraitement des papiers et emballages fait partie du patrimoine de la filière. Pourquoi ne pas en user quand les préoccupations de développement durable ne cessent de croître, alors qu'elles font partie de la tradition papetière ?

Traiter l'emballage comme un produit innovant, capable d'intervenir dans la rationalisation des méthodes d'emballage, tout en améliorant le service au client.

De ce point de vue, la responsabilité des donneurs d'ordre doit être recherchée et engagée, notamment la grande distribution qui pèse tant dans ce secteur.

Arrêter la course suicidaire à la standardisation des productions. Elle n'a comme fonction que des raisons d'économie qui préparent des délocalisations.

Que la recherche et le développement de nouveaux produits animent de nouveau les entreprises, de façon à dynamiser l'offre, aller chercher les besoins réels. C'est de stopper la régression en la matière qu'il faut parler. Retrouver l'intelligence industrielle, l'esprit de qualité, l'initiative créatrice, tout cela est possible dès aujourd'hui.

En finir avec l'atmosphère apocalyptique du déclin irréversible du papier.

Rien, en Europe ni en France, n'indique que cette campagne insidieuse de fin du papier soit autre chose que de la propagande de démoralisation. Le papier a un grand avenir pour peu qu'il sache présenter à la fois sa formidable capacité d'adaptation aux exigences écologiques et aux besoins de consommation de matières non polluantes et performantes à la fois. Les prêches-geignards fatigués n'ont qu'à laisser la place aux éléments dynamiques.

NOS PROPOSITIONS AUX POUVOIRS PUBLICS

Dire le droit

Les pouvoirs publics, des ministères aux mairies, ont ce rôle précis à jouer : réduire l'écart existant entre la légalité républicaine et les pratiques du marché. Normalement, tout responsable détenteur d'une parcelle de la puissance publique, doit être le garant de l'application de la loi. Or la loi fondamentale, la Constitution, stipule que chacun a droit à un emploi. Mais tous les jours, on nous dit que c'est pour rire, car, bien sûr, les impératifs du marché...

Eh bien ça suffit. Nous ne voyons pas pourquoi le droit serait bafoué par l'état de fait du marché, au point que ce droit n'a plus de valeur. Nous voulons mettre en place une sécurité sociale professionnelle à l'échelle de la filière :

- Pour établir le principe de continuité du contrat de travail, afin que le salarié bénéficie en permanence de ses droits, afin de ramener les licenciements à l'état d'exception rarissime et non, comme actuellement, de norme quotidienne.
- Pour assurer au salarié une formation qualifiante, débouchant sur une obligation de reconversion, si cette occurrence se pose.
- Pour mettre en place un système de financement paritaire du risque de perdre son emploi.

Papier et développement durable

Que les pouvoirs publics établissent avec nous et soutiennent par la puissance publique la relation entre production de papiers et développement durable. C'est bien cette notion de filière papetière et pas seulement d'industrie qui nous préoccupe. Il ne s'agit pas d'aides ponctuelles, mais de mise en place d'un système liant les exigences industrielles avec les normes durables de production dont il s'agit. De ce point de vue, un label national, et puis européen, pourrait être établi : une entreprise de la filière papetière, si elle respecte à la fois les normes de relations sociales avec ses salariés (dont la sécurité sociale professionnelle), les normes de respect de l'environnement, les normes de recherche et de développement de produits innovants, devrait se voir délivrer un label national et européen, qui la distinguerait du laxisme de ses concurrents.

PAPIER : SALAIRES

La direction sort son joker !

De tous temps, l'augmentation du salaire ainsi que la préservation de l'emploi viennent au premier rang des revendications et des préoccupations des salariés. Le pouvoir d'achat est aujourd'hui gravement amputé par les hausses explosives des principaux biens de consommation (gaz, électricité, santé, carburants, nourriture, impôts locaux...).

DANS LE MÊME TEMPS, les dirigeants des grandes entreprises se sucent sans vergogne en se partageant entre eux les énormes plus-values de leurs sociétés. Les salariés, qui créent pourtant les richesses, supportent de moins en moins ce spectacle d'injustices. Il engendre des frustrations tout à fait naturelles mais forme aussi un terreau favorable à d'éventuels conflits futurs.

Les papeteries De Mauduit situées à Quimperlé (Finistère) sont un exemple type de cette situation. Les salariés de cette papeterie luttent, quant à eux, depuis huit mois (février 2006) pour une augmentation de leurs rémunérations de 2 %, de leur indemnité de transport, de leur prime de vacances, pour le paiement des heures supplémentaires et une meilleure prise en compte de leur couverture santé ; revendications abordées lors de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires (nao).

Les directeurs de la papeterie de Quimperlé sont comme les autres : dans

une structure telle que celle du groupe international Schweitzer- Mauduit, ce ne sont que des marionnettes aux ordres de leurs dirigeants états-unis. Coté en bourse aux États-Unis, les patrons de cette société ont obligation légale dans ce pays de publier leurs revenus : cinq des principaux dirigeants ont encaissé pour la seule année 2005 des sommes allant de 1 120 000 à 2 800 000 dollars, en dehors bien sûr des juteuses plus-values boursières ! Les principaux collaborateurs de Quimperlé – les marionnettes - se sont vus octroyer des primes de « récompense » en début d'année allant de 50 000 à 150 000 euros. Cerise sur le gâteau, dans la même année, cinq millions d'euros de profits ont été réalisés par la papeterie de Quimperlé, les plus importants des quatre usines françaises !

De février à septembre, 118 arrêts de travail de 3 heures pour le continu, semi continu et 28 débrayages pour les personnels de journée ont été suivi globale-

La Cgt a toujours été depuis 1936 fortement présente aux papeteries De Mauduit, premier fabricant mondial de papier à cigarette. Trois autres usines sont implantées en France - Saint-Girons (Ariège), Le Mans (Sarthe), Malaucène (Vaucluse).

À Quimperlé, le délégué syndical Cgt Olivier Louvel (30 ans), et son équipe rajeunie d'hommes et de femmes, déploie une activité importante non seulement à l'intérieur de l'entreprise mais aussi dans le bassin d'emplois de Quimperlé où sont implantées de nombreuses sociétés.

Sur 946 salariés, 557 sont ouvriers dont plus de 46 % sont membres de la Cgt. Si les effectifs des catégories employés, techniciens et agents de maîtrise sont en progression dans l'entreprise, ils le sont aussi en adhérents à la Cgt (respectivement plus de 16 % et de 8 %). Sans avoir battu le record global d'adhésions de 1997 (+ 40), l'année 2005 a enregistré une progression de 25 nouvelles cartes à la Cgt.

Il n'est peut être pas inutile de rappeler qu'en 1984, à la suite du blocage complet de la papeterie par une grève sur... les salaires, la direction porte plainte et demande des dommages et intérêts faramineux à 7 responsables syndicaux (appelés les 7 otages de Quimperlé). Ils sont condamnés par le TGI de Quimper, puis en appel par celui de Rennes en 1989, pour enfin être blanchis in extremis en cassation à Angers en décembre 1993. La forte mobilisation de la Cgt dans la profession mais aussi dans la région aura été « payante ».

**LE PATRONAT EST
POUR L'AUGMENTATION
DES SALAIRES DES
OUVRIERS**



ment par 70 % du personnel malgré les lettres d'intimidation et de chantage de la direction.

Finalement, +1,6% a été accepté par une partie du personnel (à majorité Cfdt) mais l'autre partie (à grande majorité Cgt), voulant continuer la lutte, n'a pas signé. La direction appliquera pour eux unilatéralement +1,3%, lui faisant encore gagner 0,3%.

Pour nos camarades de la Cgt, la lutte n'était pas finie : mais devant leur détermination résolue, la direction de Quimperlé sort un joker imparable : un plan de restructuration !

Dans moins d'un an, sous couvert du financement d'un hypothétique investissement, 210 licenciements effectifs sont demandés par les actionnaires du groupe qui vont pouvoir sortir le champagne !

Nos camarades de la Cgt, en cherchant l'unité avec les autres syndicats, vont engager une grande campagne auprès de la population et des élus locaux pour dénoncer ces méthodes scandaleuses dans un bassin industriel (celui de Quimperlé) dont les prévisions pour l'emploi dans les prochains mois sont déjà alarmantes. Cette réponse scandaleuse, naturellement, va faire très sérieusement réfléchir tous ceux qui voient leur pouvoir d'achat de plus en plus amputé, leurs conditions de travail de plus en plus dégradées, leurs emplois de plus en plus menacés.

Nul doute que M. Léonce Deprez (député UMP et maire du Touquet, mais aussi impliqué dans son fief par la fermeture des papeteries de Maresquel), grand rapporteur sur le « devenir de l'industrie papetière en France et en Europe » à l'Assemblée nationale présentée en juin 2006, aurait, n'en doutons vraiment pas, un avis très intéressant à apporter sur le sujet !

JACQUES SALAT ■

CACHAN

Quand la pauvreté enlève sa burka, la bonne conscience s'enrhume

Cachez cette pauvreté que je ne saurais voir ! C'est raté. Elle est bien là, avec ou sans papiers, ouvrant à une certaine France insouciante, bien protégée derrière ses digicodes et ses grilles en or, le voile d'une réalité cruelle et sans concession. Elle a donné, comme il y a dix ans avec les sans-papiers de l'église Saint-Bernard, le signal de la fin des vacances tranquilles pour ceux qui voudraient qu'il ne se passe rien, sauf le spectacle des malheurs des autres, le plus loin possible.

LES SIGNES de l'exclusion « près de chez soi », quelles que soient leurs formes, remettent les pendules à l'heure. Le drame de plusieurs centaines d'occupants du gymnase du groupe scolaire « la Belle Image » de Cachan, en cette fin du mois d'août 2006, en a exprimé toute la dimension. Dans la presse et dans tous médias, les articles et les réactions pleuvent. Qu'on le veuille ou non, la situation vécue par une partie de la population française et immigrée a atteint des sommets d'indécence qui rappellent la situation des années d'après guerre.

Certain disent que la France est sale... que fait la police ? C'est le credo malheureusement toujours tentant de ceux qui se laissent bercer par les discours simplistes de l'extrême droite et d'une bonne partie de la droite. D'autres changent de chaîne pour ne pas voir... mais il y a aussi ceux qui, heureusement, ne se laissent pas impressionner et pratiquent la solidarité active. Les médias, pour la plupart aux ordres des marchés financiers, oublieront comme d'habitude le chômeur qui a une chambre de libre dans son HLM et qui l'offre en secours aux déshérités sans demander une médaille. Les têtes pensantes du libéralisme au pouvoir n'apprécie-

ront pas non plus la solidarité citoyenne d'artistes, comme Josiane Balasko, Charles Berling et tant d'autres, de sportifs, comme Lilian Thuram, Stéphane Diagana et tant d'autres, de syndicalistes et de progressistes qui disent non à l'injuste, à la répression.

Du cri du cœur...

Bénabar, chanteur, exprime à sa manière cette volonté sans faille d'inverser la tendance dans une société tentée par la « solution finale » : « Il n'est pas très glorieux de voir des gens entassés les uns sur les autres dans le gymnase, à Cachan. Rejeter ces personnes, leur envoyer des CRS, cela peut flatter l'électorat du FN, que convoite le gouvernement. Mais il est bien de rappeler qu'il n'existe pas que des électeurs d'extrême droite, beaucoup d'autres Français sont légitimement scandalisés par l'humiliation que l'on fait subir aux immigrés. Ce gymnase se trouve à trois pas de Paris, à trois pas de la tour Eiffel, ça fait flipper. Il n'y a pas de quoi être fier. J'espère que l'on trouvera une solution pour ces familles... C'est affligeant de leur discuter le droit de tenter d'offrir un meilleur avenir à leurs gosses. À leur place, je ferais pareil. »

...à l'état des lieux

Extraits du Blog internet de Jacques Attali : « ... En 2003, 538 personnes occupent illégalement les 330 chambres d'étudiants d'un bâtiment abandonné de l'école normale supérieure de Cachan. Les responsables, c'est-à-dire le Crous et la Scic Habitat Île-de-France, oublient ensuite de détruire ce bâtiment insalubre. Le 17 août 2006, les occupants sont encore 522 quand le squat est enfin évacué. 300 d'entre eux trouvent à se loger ici ou là. 200 sont encore parkés dans un gymnase. Le débat qui s'ensuit mêle dans la plus grande confusion trois problèmes totalement différents :

- L'expulsion elle-même : elle était parfaitement légale et légitime ; elle aurait même dû avoir lieu plus tôt, comme le

démontrent les tragédies hebdomadaires des logements insalubres.

- Le statut des expulsés : contrairement à ce qu'on raconte, la majorité d'entre eux sont des Français, des étrangers en situation régulière, des ressortissants de l'Union européenne ou des enfants d'étrangers ayant vocation à être français parce que nés en France. Et sur la minorité d'étrangers en situation irrégulière, seulement 25 ont été interpellés et placés en centre de rétention.

- La disponibilité d'un vrai logement : l'Opac de Paris, gestionnaire d'HLM en proche banlieue, ne leur propose que dix logements sociaux dans le Val-de-Marne. Le maire de Limeil-Brévannes propose d'anciens locaux du CEA, c'est-à-dire dans un quasi-squat. Le préfet propose, lui, de les loger en hôtel, sans aucune stabilité. Toutes ces solutions sont insuffisantes. Le vrai problème, dont toute cette histoire dérive, est qu'il manque en France 1,5 millions de logements, dont plus de la moitié en logements sociaux... »

Changer la donne, une urgence pour le mouvement populaire

Eteindre un incendie est une chose. S'attaquer au fond des problèmes en est une autre. Dans un Etat de droit, démocratique de surcroît, les syndicalistes, les associations de défense des locataires, tous les acteurs de la résistance à l'injuste doivent se mobiliser, bien au-delà d'un fait spectaculaire, pour obliger les politiques à changer les orientations actuelles. L'urgence, c'est la nécessité de bannir la pauvreté. Les droits de l'homme, c'est ça ! Et il faut s'en donner les moyens. Ils existent, mais ils sont sous clé, bien au chaud dans la spéculation boursière. Il faut donc s'y attaquer. Ce n'est pas nouveau certes, mais c'est urgent si la France ne veut pas devenir une République « bananière » avec tout son cirque médiatique pour faire passer l'insupportable.

YVON HUET ■

Septembre, octobre : dure

Rentrée sociale, rentrée scolaire, rentrée littéraire, c'est la fin des vacances. La reprise de soucis sociaux est à l'ordre du jour, et les embouteillages nous guettent. Les sujets de mécontentement sont nombreux et les problèmes de tous ordres demeurent. Retrouvons nos manches ! Tour d'horizon.

DOTÉ D'UN GROUPE Hachette militaro-éditorial multiforme et changeant dont les actionnaires suivent allégrement les profits jamais suffisants du CAC 40⁽¹⁾, l'héritier Arnaud Lagardère avait, paraît-il, tué la vedette régionale de l'étape, Michel Houellebecq, (heureux homme solitaire) dans ses prétentions d'une adaptation cinématographique de son roman « *La Possibilité d'une île* » refusée au Goncourt certainement pour préemption éditoriale, mais libre de nouvelles moutures télé-picto-romantico-picaresques (apparemment en dernière minute un arrangement de grandes per-

sonnes serait possible) . Comme quoi sécher la rentrée littéraire n'empêche pas de faire parler grandement de son soi. Beaucoup de bruit dans le landerneau éditorial où résonnent les amusettes et bien souvent les picaillons captés en Euros trébuchants, rétribution obligée du sur-gonflage de citron. Dans ce domaine la concurrence est rude et les souvenirs détaillés de notre madame Christine Angot « *Rendez-vous* » pèsent-aussi le poids de cacahuètes convenant à l'égo des maux. Toujours est-il que cette rentrée, sans établir de nouveaux records, 683 titres (475 français et 208 étrangers

tout de même à présenter et à vendre pour l'essentiel dans le trimestre) prépare de durs étalages pour nos amis libraires.

Quelques bonnes nouvelles

Elle fait toutefois la preuve d'une bonne santé d'ensemble des maisons d'éditions dans lesquelles, bien sûr, nous constatons à la fois une grande diversité de production et de grandes inégalités de moyens, la situation n'est pas nouvelle. Bonne surprise également, le « *Témoignage* » de notre ministre de l'intérieur paru chez Fixot tiré immédiatement à 315 000 exemplaires se fait coiffer par une femme, Fred Vargas, dont le roman « *Dans les bois éternels* » qui devient le maillot jaune de l'étape. Rassurant non. Cette rentrée est placée, pour l'ensemble de la presse, sous le signe de l'abondance ; reste à souhaiter que le Syndicat National des Editeurs puisse aussi écouter les revendications réitérées des salariés. Dans cette période de rentrée rappelons l'importance du secteur scolaire et le parascolaire : il représente 15 % du chiffre d'affaire de l'ensemble de l'édition et parfois des best-sellers comme le « *Manuel des vies et des sciences* » se vendent à 240 000 exemplaires, comme l'année dernière, aux éditions Belin, une belle opération pour Mme Brossolette. Du côté des éditions Nathan, l'édition sur internet d'un manuel interactif concernant les mathématiques et fait par des enseignants, pose les problèmes modernes de la numérisation (fait par qui, où, pourquoi, comment). Dans le domaine des sciences

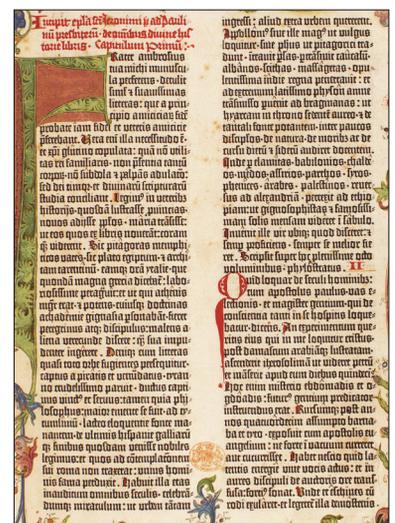
Et les auteurs ?

Ecrivain un métier de Chien pour des Ornithorynques

Vous écrivez certes! mais que faites-vous dans la vie ? c'est la question que pose Bernard Lahire (1) à nos plumitifs. La réponse est complexe et l'on s'aperçoit que ce groupe social estimé à 6 550 personnes (recensement de 1 999 catégorie 352b.) est bien complètement sous-estimé et ils ont de multiples activités. Bien sûr les plus riches d'entre eux forment une caste souveraine cooptée par les tuyaux de la communication et sont sans arrêt en représentation sur les différents plateaux programmés pour la diffusion de leurs ouvrages, parfois d'une grande qualité, mais qui sont les autres ? Eh bien ils doivent gagner leur croûte (merci BG pour ce retour au réel) . Même auréolés de certains succès ils, ou elles, sont secrétaire de direction, agriculteur, petit entrepreneur, maçon, voire aussi enseignants, journalistes, traducteurs, lecteurs-correcteurs..., 65,8 % d'entre eux exercent une activité professionnelle et n'ont pas la chance d'être sécurisés par le milieu familial pour leur garantir un revenu suffisant. Difficile parfois de quantifier le réel de ces situations certaines zones d'ombres perdurent. En tout cas pour les éléments connus (année 2003) 44 % d'entre eux n'auraient touché aucun revenu de leur activité littéraire, 9,3 % moins de 200 euros, 6,6 % moins de 5 000, et près de 10 % franchissent la barre des 10 000 euros. Le travail salariés est donc indispensable à la survie de l'espèce et les prestigieux exemples sont légions (Kafka, Balzac, Maupassant, Desnos, Faulkner...). Le nombre d'écrivains pouvant prétendre vivre de leur activité serait d'environ de 300 et 20 000 d'entre eux perçoivent irrégulièrement quelques droits d'auteurs. Leur activité permet de créer des emplois comme éditeurs, critiques, libraires, animateurs culturels, bibliothécaires et bien sûr de renforcer l'activité de l'ensemble de la chaîne graphique de la conception, de la diffusion et de la distribution. Leurs conditions de vie et leurs préoccupations sont souvent proches de celles des salariés ils font partie intégrante de notre industrie et d'ailleurs il existe aussi dans les maisons d'édition des auteurs salariés.

A lire → « *La condition Littéraire* » de Bernard Lahire, La Découverte

« Ce que gagnent les écrivains », Le Nouvel Observateur, n°1895



e saison

humaines le lectorat se raréfie et l'on constate des difficultés à se renouveler dans certaines disciplines, à l'inverse la diffusion des idées par la photocopie et les possibilités qu'offre la numérisation se développe. L'innovation apparaît nécessaire pour rajouter un peu d'humanité et de diversité à l'offre éditoriale.

ALAIN STERN ■

(1) *La rentabilité capitalistique de la branche Livre du groupe Lagardère est avouée à 11,5 % (Hatier, Fayard, JC Lattès, Stock, Livre de Poche, Calmann-Lévy, Larousse, Grasset...).*

Quid du support papier

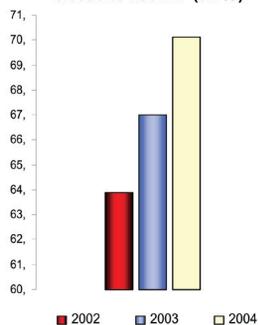
La numérisation des textes et le développement d'Internet n'ont pas pour corollaire le recul de l'écriture et la fin du support papier⁽¹⁾.

Un nouveau média modifie forcément les habitudes des gens, leur pratiques culturelles mais aussi leurs désirs. Pour autant il ne supprime pas l'ancien, comme Gutenberg n'a pas supprimé l'écriture manuscrite avec l'invention des caractères en plomb. Concernant le papier les nouvelles habitudes créées renforcent le rôle de ce support (le nombre courriels devient de plus en plus important). Il est certes plus fragile depuis que l'on se passe du chiffon dans sa fabrication (1860) mais dans les laboratoires il se pratique une recherche constante destinée à améliorer la qualité des supports, des encres et des possibilités de transfert sur d'autres médiums. Conservation et préservation sont nécessaires aux hommes pour la consultation du savoir et le livre s'avère un vecteur indispensable pour maintenir le niveau des connaissances. Nous pouvons, par ailleurs, feuilleter un livre plus rapidement qu'un texte sur ordinateur. D'autre part il nous faut constater l'échec des livres électroniques téléchargés, échec qui est dû pour une bonne part au manque de plaisir tactile offert à l'acheteur lecteur.

(1) *Jean-Noël Jeanneney
Président de la Bibliothèque
nationale de France.*

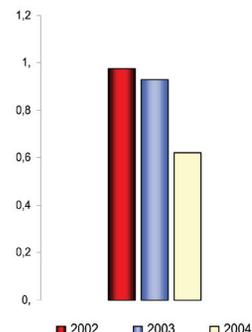
Paradoxe

Taux de participation aux élections des IRP (en %)



□ Le taux de participation aux élections des IRP est en constante hausse; il était de 64% en 2002 et de 70% en 2004 soit une augmentation de 9% sur deux ans.

Taux de subvention du CE



□ Diminution constante depuis 2002 du taux de subvention au comité d'entreprise, passant de 0,98% en 2002 à 0,62% en 2004; soit un recul de 37% sur deux ans.

Collectif édition

Le collectif Edition s'est réuni le 26 septembre. Un échange sur la situation du secteur a permis de préciser les tenants de la situation actuelle. Plus que jamais l'activité et les initiatives syndicales sont impératives notamment sur les salaires et les classifications.

L'ouverture de la séance a été consacrée à la présentation du bilan économique de la branche avec les experts du cabinet Secafi Alpha. Il fait apparaître nettement une baisse du marché des biens culturels due principalement au développement du numérique via Internet. Parallèlement nous constatons une baisse globale des dépenses des Français sur ce sujet (voir Impac n°130). Il se confirme que les grandes surfaces sont le vecteur principal de la commercialisation de l'édition. La tendance est toujours à la concentration et la domination des deux grandes maisons (Hachette et Editis) est de plus en plus pesante dans le secteur. D'autre part l'industrie du Livre se prépare au développement des nouvelles technologies et l'on constate, malgré des échecs (e-book) la réalité des investissements des maisons d'édition. Il est à noter que pour l'instant le Livre (à part les éditions spécialisées dans le juridique) reste un domaine franco-français.

Sur les revendications

Le poids d'Hachette devient de plus en plus pesant dans l'ensemble des réunions concernant les revendications et cela freine considérablement l'avancée des discussions sur les salaires, les grilles de classifications et sur l'actualisation de la convention collective. La perte du pouvoir d'achat depuis janvier 2000 est estimée à 7,62% et les négociations au Syndicat National de l'édition doivent s'ouvrir. La multiplicité des contrats de travail et la spécificité du travail à domicile (TAD) créent une situation complexe dans laquelle se complait le patronat de l'édition. Il ne fournit pas les éléments nécessaires à la réflexion des salariés sur la réalité de l'entreprise (réalité des salaires, des effectifs des perspectives de développement, etc.). Terminons par une bonne nouvelle : le résultat des élections chez Armand-Colin est très favorable à la Cgt et annonce certainement d'autres victoires.

Initiatives, propositions, ac

Tenu sur trois jours le CEN du 20 septembre avait pour objectif la concrétisation de la préparation du prochain congrès fédéral. La vie des secteurs et les débats ont pointé l'offensive capitaliste majeure et les carences de l'Etat dans un monde en bouleversement.

LE DÉSENGAGEMENT de l'état sur les problèmes sociaux et industriels amplifie les effets les effets néfastes de la mondialisation et de la logique sans lois du marché. L'exemplarité de la fusion GDF-Suez a conduit la Cgt (mobilisation du 12 septembre) à s'opposer à cette fusion qui vise à une privatisation d'un des secteurs stratégiques de notre économie.

■ L'Etat doit garantir l'indépendance énergétique de notre pays

En réalité, contrairement aux penseurs bien intentionnés prêchant l'économie de marché comme régulateur social, la Cgt souhaite que le parlement débattre et que l'Etat intervienne dans le domaine industriel, économique et social. Sur GDF la majorité des Français sont opposés à une privatisation même masquée. Malgré cela la mobilisation n'a pas été au niveau souhaité. Une prochaine journée, avec des rassemblements multiples, devrait être décidée courant octobre.

■ Des enjeux revendicatifs communs aux syndicats et secteurs

C'est avant tout la question du pouvoir d'achat et des salaires qui est la préoccupation majoritaire des salariés. Depuis juin la Cgt s'est engagée pour un Smic à 1 500 euros. Sur ce point un travail réalisé par le secteur revendicatif fédéral de la fédération sur la question des grilles de qualifications doit être développé. La revendication doit être posée en terme de justice sociale, le rapport de forces déterminera ce que le patronat lâchera.

■ Un Medef attaché à la « souplesse » et à la flexibilité

Concernant le départ anticipé des salariés participant à des travaux pénibles le Medef a suspendu les discussions et fait le lien avec la question des retraites et de leur financement. En réalité c'est bien le dossier de la protection sociale qui se trouve dans le collimateur. Le patronat

attend du gouvernement plus de libertés et considère que les négociations collectives sont d'un autre temps et que là aussi les règles du marché devraient s'appliquer.

■ Le cas des restructurations et de l'emploi

Tous les jours nous sommes confrontés à des restructurations, des fermetures d'entreprises, de liquidation d'emploi. Les luttes menées doivent nous conduire à la négociation d'un plan social et c'est pourquoi il nous faut être plus offensif. L'exemple des luttes menées à Hélio Corbeil, avec l'aide de l'Union Départementale Cgt correspond à cette stratégie.

■ Les assises papetières

Elles se tiendront les 9 et 10 novembre. Trois idées phares sont dégagées :

- Nous ne voulons pas conduire un syndicalisme de plans sociaux après liquidation des entreprises
- Une autre politique est à mener. Elle s'adresse au patronat et aux pouvoirs publics directement responsables des choix imposés aux salariés.
- Nous devons obtenir la dimension sociale d'un vaste plan industriel de relance papetière nationale et européenne.

■ Conventions collectives et sécurité sociale professionnelle

L'ensemble des salariés n'est plus couvert par des conventions collectives et il est impératif de mettre en chantier une sécurité professionnelle d'industrie et de branches. Pour éviter que le patronat nous oppose entre salariés, il s'agit de faire converger les statuts différents issus d'une organisation du travail très structurée aujourd'hui en complète évolution.

■ Secteur presse

Le rapport de l'institut Montaigne : « Comment sauver la presse quotidienne d'information ? » prône une conception de la presse totalement libérale soumise aux lois du marché, aux antipodes de notre vision d'une presse libre, démocratique et citoyenne. Pour le combattre efficacement et ainsi partager et faire vivre nos conceptions il faut débattre dans les



actions

entreprises, dans les unions départementales bref à tous les niveaux de notre organisation. Priorité est donnée à la réactivation d'une coordination Cgt au sein du nouveau groupe Lagardère qui recentre son activité sur la numérisation généralisée de son multimédia.

■ Les groupes multimédias

La presse est aujourd'hui aux mains de véritables groupes multimédias :

Est, Bourgogne, Rhône-Alpes, c'est le premier groupe de presse quotidienne en nombre d'exemplaires et c'est aussi un acteur de la télévision locale.

Ouest France dont la presse représente 39 % de son CA, est aussi propriétaire de sa chaîne de télévision locale, d'un site Internet et de sa régie publicitaire.

Le groupe Lagardère, acteur principal du secteur de la communication, dont le CEN propose de faire une priorité fédé-

Le Comité Exécutif National de la Filpac Cgt, réuni le 21 septembre 2006, trouve scandaleux le revirement de la direction de Stora Enso

après de longs mois de lutte et de mobilisation des salariés et des syndicats de cette usine.

En effet, après un engagement devant le sous préfet et la DDTEFP, la direction de Stora Enso refuse de céder le matériel de production au repreneur soutenu par les salariés et leurs syndicats dans le cadre d'un projet industriel permettant une diversification de production sur ce site. La Filpac Cgt exige que Stora Enso tienne ses engagements qui doivent permettre la sauvegarde de plus de 200 emplois dans un bassin d'emploi déjà gravement sinistré. La Filpac Cgt exige que les pouvoirs publics, au plus haut niveau, interviennent et fassent pression sur Stora Enso.

La Filpac Cgt soutient la démarche des internationales EMCF et Uni Europa qui interpellent le gouvernement Finlandais, actionnaire de Stora Enso et président de la CEE, afin qu'il contraigne la direction du groupe à assumer ses responsabilités sociales.

La Filpac Cgt et tous ses syndicats soutiennent la lutte des salariés de Stora Enso pour une poursuite d'activité.



De gauche à droite : Marc Peyrade, Jean-Marc Beauvais, Jean-Marie Rocklin, Michel Muller, Jean Gersin et Gérard Letréguilly.

rale. (La tenue de journées d'études sur les groupes multimédias et l'Internet a été validée par le CEN).

■ Pré presse et secteurs éditoriaux

Une rencontre s'est tenue entre le bureau confédéral, la Filpac-Cgt et le Snj-Cgt concernant la signature de la convention collective des journalistes par notre fédération. Des débats, sont en cours. Le Snj Cgt sera invité aux débats préparatoires au congrès fédéral. Marc Peyrade et Jean-Marc Beauvais sont désignés comme membres de la délégation commune Filpac-Snj conformément aux engagements pris avec le bureau confédéral.

■ Industries graphiques

La situation rencontrée, entres autres, autour de l'impression de *20 Minutes* sous le statut presse dans les locaux de l'entreprise d'impression labeur, JDC à Torcy, met en exergue la nécessité d'avoir une réflexion sur la politique à mettre en œuvre pour bloquer les tentatives patronales d'opposer les salariés à partir de convention collective différentes. Le CEN propose donc la mise en place d'un groupe de travail sous l'égide du secteur de la politique revendicative, composé de membres de la direction fédérale et des secteurs presse et labeur. L'objectif étant d'explorer toutes les possibilités de démarche revendicative commune pour les mettre au service des syndicats et des salariés, et ce, sans à priori dans une vision large de l'industrie graphique et de la communication.

La base de travail de ce groupe pourrait s'appuyer sur deux études, l'une portant sur la connaissance sectorielle, économique, structurelle, type et outil de production et l'autre sur les qualifications, la formation professionnelle, les salaires, les organisations du travail, la protection sociale.

■ L'Édition

L'édition souffre de la concentration et de la baisse du marché des biens culturels en France. Le poids décisif du groupe Hachette et son importante représentation paralyse l'aspect revendicatif dans les réunions. L'évolution des maisons d'édition vers les nouvelles technologies et les nouveaux marchés est réelle pose des problèmes complexes.

■ Comité général

Le comité général se tiendra le mercredi 29 novembre 2006 à Montreuil. La mise en place du nouveau système de répartition de la cotisation au 1^{er} janvier 2007, votée au 48^e Congrès de la Cgt à Lille, nous y contraint. Un vote des syndicats devra valider la décision du CEN du mois de juin d'accorder 33 % de la cotisation à la fédération afin de nous donner les moyens nécessaires à nos orientations. Des propositions concernant les Ufict et l'Ufr devront être formulées pour la prise en compte financière de leur activité avant ce comité général. Le vote se fera par mandat, 2005 est l'année de référence pour l'attribution des voix. Une commission des votes sera mise en place sous la responsabilité de Denis Rayer.

■ En route vers le 6^e congrès fédéral

Sur la base du projet de document fédéral « *et vous la Filpac vous la voulez comment ?* », réflexion servant à l'élaboration avec nos syndicats du document final, 100 débats avec les syndiqués et les salariés ont été programmés par le secteur organisation vie syndicale et seront organisés et co-animés par les membres du C.E.N locaux. Le principe en est adopté par les présents de l'assemblée (une abstention, une voix contre).

COMITÉ RÉDACTIONNEL DE L'IMPAC ■

INTERNATIONAL

Le syndicalisme européen à l'épreuve des restructurations

Si depuis plusieurs années nos principaux secteurs d'activités, graphiques et papetiers (même si c'est aussi vrai dans l'édition), connaissent des mutations profondes, on peut dire sans risque de se tromper que ce processus de restructuration, quelle qu'en soit l'origine, s'est fortement accéléré dans la dernière période. Certes ce phénomène n'est pas nouveau mais la mondialisation – surtout ses effets – a franchi une nouvelle étape dont les conséquences prennent parfois l'allure d'un véritable tsunami social.

NOMBREUX – y compris quelques syndicats – sont ceux qui pensent que les réductions d'effectifs ont un impact positif sur la performance de l'entreprise et sur les « survivants ».

Une publication récente du BIT est beaucoup plus réservée sur le sujet. Elle dit en substance que dans l'ensemble, les réductions d'effectifs de ces dernières années n'ont pas donné les améliorations escomptées, et ce essentiellement à cause des coûts sur le long terme, souvent plus élevé que les économies réalisées à court terme.

Cette publication explique notamment : « L'origine des coûts cachés de ces réductions d'effectifs qui échappent souvent à l'attention de la direction des entreprises est à rechercher dans le moral des survivants qui est au plus bas à cause d'un stress plus grand et de ses effets sur le comportement et les attitudes au travail ». Cette étude mentionne également d'autres facteurs de risques des restructurations dont l'absentéisme et les congés maladie, les pertes de talents importants, la diminution de la créativité et les prises de risques, la détérioration de l'image de l'entreprise etc... Comme les « survivants » doivent en même temps apprendre à faire le travail des salariés licenciés et à faire leur propre travail, ils sont de plus en plus stressés et fatigués.

Rôle des fédérations européennes

Depuis de nombreux mois déjà, les fédérations européennes se sont penchées sur la question. Le secteur graphique, un peu plus en pointe, après avoir réuni à Prague plus de 70 représentants syndicaux appartenant à des multinationales

a fait le constat suivant : trop souvent, les fusions, acquisitions, restructurations se décident dans l'ombre et ce n'est qu'une fois la décision prise par la direction de l'entreprise que les syndicats concernés sont informés et, éventuellement, consultés. Cette politique du fait accompli est intolérable au moins pour deux raisons majeures :

- Elle est contraire aux droits européens et nationaux existants qui sont le fruit des conquêtes syndicales
- Elle aboutit le plus souvent à des restructurations synonymes de pertes d'emplois et de licenciements et pour lesquelles les entreprises ont tendance à se décharger de leurs responsabilités pour les reporter sur les pouvoirs publics et sur les organisations syndicales.

C'est pourquoi, lors de fusions / acquisitions comme ce fût le cas récemment pour Bertelsman ou Smurfit/kapa il a été décidé d'avoir une réactivité optimum en réunissant rapidement les membres du CEE pour décider d'une stratégie commune avec comme première initiative la saisine de la direction générale de la concurrence.

Des réseaux se mettent en place. C'est déjà le cas pour l'héliogravure aujourd'hui et la Filpac pousse très fort pour avoir un autre réseau du packaging. Il faut aussi que très rapidement les entreprises multinationales puissent disposer de réseaux dans lequel les syndicats puissent échanger des informations car c'est bien l'information qui est au cœur de notre stratégie. De ce point de vue, les comités d'entreprises européens ont un rôle essentiel à jouer en exigeant de leur

direction la communication des informations leur permettant d'assurer leur mission.

La coopération entre fédérations européennes constitue un élément important de la stratégie syndicale. Aussi lors de la restructuration annoncée chez Stora/Enso, la Filpac, au vu de l'ampleur de cette restructuration, a sollicité une rencontre entre Uni Europa Graphical et la fédération européenne de l'énergie des mines et de la chimie (EMCEF) dans laquelle on retrouve également le secteur papetier.

Cette rencontre a eu lieu en juin dernier et même si elle a fait apparaître des différences d'appréciations sur les causes des restructurations, elle a permis d'établir de nouvelles bases de coopération afin de « mieux représenter et protéger les intérêts des travailleurs dans le secteur du papier, de la transformation du papier et de l'emballage ».

Autre point important est la conjugaison des efforts des deux fédérations européennes pour tenter d'élaborer un dialogue social européen avec la confédération des industries européennes du papier et/ou la confédération internationale des transformateurs de papier et de carton en Europe.

Enfin, en dehors des contacts et des coopérations ponctuelles, si d'autres fusions et/ou restructurations étaient annoncées, les deux fédérations s'engagent à rencontrer dans la semaine les délégués syndicaux afin « d'établir une interprétation commune de la situation et définir les objectifs ainsi que les actions d'ordre syndical ».

Faire vivre les structures

Ces fédérations européennes restent un outil à la disposition des syndicats qui ne doit pas faire oublier que le lieu privilégié de l'action reste l'entreprise. Au moment où un vaste chantier est ouvert pour la construction d'une nouvelle confédération internationale, autre outil au service des syndicats, nous devons continuer de travailler aux mises en commun, aux solidarités et à la mobilisation.

PHILIPPE GIVERT ■

Pour la France, la Suisse ou l'Italie les quotidiens

FRANCE-SOIR - LIBÉRATION - MÉTRO - L'HUMANITÉ
LA TRIBUNE - PARIS TURF
WEEK-END
THE TIMES - THE DAILY MAIL
THE SUN - THE DAILY STAR
THE DAILY EXPRESS
THE DAILY TELEGRAPH
THE GUARDIAN
DE TELEGRAAF
ASHARQ AL-AWSAT

et les hebdomadaires

INVESTIR
LE JOURNAL DU DIMANCHE
LE CANARD ENCHAÎNÉ
DIMANCHE TURF
THE SUNDAY TIMES
THE SUNDAY TELEGRAPH
THE MAIL ON SUNDAY
THE OBSERVER
NEWS OF THE WORLD

ont choisi
Marseille
Méditerranée
Offset Presse

RICCOBONO

IMPRIMEURS



Autour du monde

Around the world



Avec près d'un milliard d'exemplaires diffusés,
et 260 magazines publiés dans 41 pays,
le groupe Hachette Filipacchi Médias
est leader mondial de la presse magazine.